

besoins du moment; c'est à quoi je m'emploierai de mon mieux.

Je disais donc, monsieur l'Orateur, que le chef de l'opposition veut bien se croire autorisé par le pays, à faire des contributions monétaires, mais non à bâtir des vaisseaux, des chantiers, des arsenaux, non plus qu'à établir une marine qui nous protégerait. De prime abord, une telle proposition est absolument contraire aux règles d'un gouvernement responsable et elle ne peut que jeter la confusion dans les esprits par sa nature contradictoire. Il est bien évident, monsieur l'Orateur, que cette résolution de mon honorable ami a pour objet de rallier, s'il est possible, les éléments discordants de son propre parti. Parmi ces éléments, il en est un qui voudrait l'envoi d'une contribution égale à la valeur de deux Dreadnought, et c'est là un sentiment dont le chef de l'opposition a dû tenir compte. Un autre de ses partisans a pensé que ce serait une folie de songer à établir une marine canadienne, et mon honorable ami s'est vu contraint de faire une part dans sa politique à cette idée. Il s'est trouvé que d'autres encore ont soutenu qu'avant d'établir une marine au Canada, il conviendrait de consulter les électeurs de ce pays sur l'opportunité d'une telle entreprise; et c'est là un troisième sentiment dont il a fallu tenir compte. En somme, trois principes, manifestement disparates, trois groupes à tempérament différent, que mon honorable ami s'efforce de concilier. Tout l'objet de cette résolution est, comme on le voit, de faire un amalgame de ces éléments divers. Pour ce don de deux Dreadnought, pour cette contribution en argent que l'on propose de faire à l'empire, on commence par présumer qu'il y a une crise. Mon honorable ami d'Yale-et-Caribou (M. Burrell) a demandé à savoir ce que je proposerais de faire en pareil cas. Je lui répondrai par une autre question: Comment déciderons-nous s'il y a une crise ou non en Angleterre?

Par quel procédé de raisonnement les membres de cette Chambre arriveront-ils à s'assurer qu'il y a une crise au siège de l'empire? En effet, chacun doit admettre que nous ne devons pas nous laisser entraîner sous la poussée de chaque petite vague de sentiment qui vient à passer. L'honorable député de Victoria-et-Haliburton (M. Hughes) et l'honorable député de Vancouver (M. Cowan) sont hommes à faire naître une agitation de cette nature toutes les vingt-quatre heures. J'imagine, monsieur l'Orateur, que si, par aventure, nos amis de la gauche venaient à prendre en main les rênes de notre administration et que moi-même je devinsse le chef de l'opposition ces messieurs seraient disposés à ordonner l'envoi de Dreadnought toutes les quarante-huit heures pour des cas imaginaires de besoins immédiats, et je me ver-

rais forcé d'y faire opposition. M'est avis que cette question de savoir s'il existe une crise doit être résolue par quelque procédé conforme à la raison.

Le chef de l'opposition a prétendu qu'il fallait s'en rapporter pour cela aux déclarations de ceux qui, en Angleterre, répondent des destinées de la nation. Je veux bien l'admettre. Mais est-ce que mon honorable ami, est-ce que tout autre membre de cette Chambre, seraient en état de conclure des déclarations qui nous viennent de la mère patrie, qu'il y a là une crise ou danger sérieux? On me demandera peut-être comment il se fait que depuis deux ans, et plus encore l'année dernière, l'administration libérale qui gouverne en Angleterre n'a cessé de pourvoir à l'augmentation de la marine britannique; que le discours du trône prononcé à l'ouverture du parlement anglais, ainsi que nous l'annoncent les dépêches d'hier, demande de nouveaux crédits destinés à fortifier de plus en plus la puissance maritime du pays. Pour moi, monsieur l'Orateur, tout cela n'est que la preuve, non d'une crise ni d'un danger, mais d'une détermination d'assurer à l'empire une sécurité absolue. Ce n'est pas là l'indice d'une ingérence allemande dans les affaires anglaises; ce n'est pas là la preuve d'une intervention de l'Allemagne et d'aucun autre pays osant menacer l'intégrité de ce vaste empire. Pour décider s'il y a une crise, les membres de cette Chambre doivent raisonnablement consulter la politique, les déclarations et les actes du ministère anglais, seul responsable de l'administration. Je vais, avec la permission de la Chambre, lire ici un ou deux courts extraits d'articles parus dans un journal anglais, l'un des plus autorisés. En ma qualité d'Anglais, je prends beaucoup d'intérêt à ce qui se publie là-bas; j'y trouve l'expression intelligente de l'opinion publique. Voici un article qui commente précisément la politique actuelle de notre Gouvernement, en même temps que celle du chef de l'opposition.

La Chambre admettra sans peine, je suppose, que ce journal est bien un des mieux renseignés de la ville de Londres. L'article que je vais citer fait porter la discussion sur la matière même qui fait en ce moment l'objet de notre étude. Les propositions que l'on trouve ici ont un rapport direct à cette même question. Qu'il me soit permis de faire bénéficier de cette lecture mon honorable ami d'Yale-et-Caribou, si prompt à prendre l'alarme. Je sais que mon honorable ami saura apprécier comme il convient un avis venant d'une telle source. Il s'agit du "Spectator" de Londres, 15 janvier 1910, lequel dit:

La conviction de l'indivisibilité de l'empire, laquelle croît de jour en jour et se fait avec le temps de plus en plus vive dans les possessions britanniques, a été notablement expri-